

Bruxelles, le 12.12.2022  
C(2022) 9536 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 12.12.2022**

**relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du  
Cameroun pour 2022 et 2023 partie 1**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 12.12.2022

## relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Cameroun pour 2022 et 2023 partie 1

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Cameroun pour 2022 et 2023 partie 1, il est nécessaire d'adopter une décision multi-annuelle de financement, qui constitue le programme de travail pluriannuel, pour 2022 et 2023. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE.
- (3) Les actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027<sup>3</sup> qui établit les priorités suivantes : –(i) Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation, –(ii) Croissance inclusive, emplois durables et secteur privé et –(iii) Développement durable et action pour le climat dans le cadre du Pacte vert.
- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action pluriannuel à financer au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde programme géographique « Afrique subsaharienne » consistent pour l'action « Paysage Vert Sud/Sud-Est Cameroun » à assurer le développement durable dans deux forêts d'importance mondiale au Sud et Sud-Est du Cameroun en garantissant une croissance inclusive et un usage responsable

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> C(2021)9103 du 14.12.2021. Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Cameroun pour la période 2021-2027.

des ressources naturelles, et pour l'action « Appui à la société civile au Cameroun et à sa contribution à l'égalité de genre, la paix et la cohésion sociale dans les régions en crise » à promouvoir la participation citoyenne et l'action durable et fondée sur les droits de la société civile au Cameroun, en tant qu'acteur pour l'égalité de genre, la paix, le développement, et l'appui aux populations déplacées.

- (6) L'action intitulée « Appui à la société civile au Cameroun et à sa contribution à l'égalité de genre, la paix et la cohésion sociale dans les régions en crise » vise à promouvoir la participation citoyenne et l'action durable et fondée sur les droits de la société civile au Cameroun, en tant qu'acteur pour l'égalité de genre, la paix, le développement, et l'appui aux populations déplacées.
- (7) L'action intitulée « Paysage Vert Sud/Sud-Est Cameroun » vise à ce que, au niveau des forêts au Sud et au Sud-Est du Cameroun (respectivement autour de la Réserve du Dja et du parc de Lobéké), les acteurs ayant des mandats territoriaux améliorent leurs impacts en terme de conservation de la biodiversité et d'atténuation / adaptation aux changement climatique, de résilience et de développement communautaire fondés sur l'économie verte, et de gouvernance territoriale des ressources naturelles.
- (8) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (9) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947 du 9 juin 2021, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution puisse être signée. Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.

- (11) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (13) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947 du 9 juin 2021.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*Le plan d'action*

La décision pluriannuelle de financement, qui constitue le plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Cameroun pour 2022 et 2023 partie 1, présentée dans les annexes est adoptée.

Le plan d'action pluriannuel comporte les actions suivantes:

- (a) « Appui à la société civile au Cameroun et à sa contribution à l'égalité de genre, la paix et la cohésion sociale dans les régions en crise » présentée dans l'annexe 1.
- (b) « Paysage Vert Sud/Sud-Est Cameroun » présentée dans l'annexe 2.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2022 et 2023 est fixé à 37 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur les lignes suivantes du budget général de l'Union:

- (a) Ligne budgétaire BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA : 10 500 000 EUR
- (b) Ligne budgétaire BGUE-B2022-14.020121-C2-INTPA : 9 500 000 EUR
- (c) Ligne budgétaire BGUE-B2023-14.020121-C1-INTPA : 17 000 000 EUR

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

L'exécution de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits prévus dans le projet de budget général de l'Union pour 2023, après l'adoption dudit budget par l'autorité budgétaire ou dans le système de douzièmes provisoires.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 4.4.3 de l'annexe 1 et points 4.4.2, 4.4.3 et 4.4.4 de l'annexe 2.

*Article 4*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, chaque exercice étant pris séparément, ou les modifications cumulées<sup>4</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

---

<sup>4</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 5*  
*Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans l'annexe 2. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans l'annexe 2 sélectionnés conformément au point 4.4.1 de ladite annexe.

Fait à Bruxelles, le 12.12.2022

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*